

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°595 – 29 août 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le commerce bilatéral entre la France et l'UEMOA au 1^{er} semestre 2025

Le chiffre à retenir
6,5 Mds EUR

Le stock d'IDE français dans les pays de l'UEMOA en 2024

Au 1^{er} semestre 2025, les exportations françaises sont restées stables à 1 698 M EUR (+0,1 %) avec des disparités selon les pays

Les exportations de la France vers l'UEMOA se maintiennent à leur niveau du 1^{er} semestre 2024, à 1698 M EUR (+0,1 %). Pour mémoire, sur l'année 2024, les exportations françaises avaient connu un recul de 5,3 % par rapport à l'année précédente. Au 1^{er} semestre 2025, les exportations sont globalement en repli vers les pays du Sahel (-12,2 % à 147,5 M EUR au Mali, -13,1 % à 23,3 M EUR au Niger et -3,5 % à 143,8 M EUR au Burkina Faso), le Sénégal (-2,9 % à 491,7 M EUR) et la Guinée Bissau (-59,5 % à 1,2 M EUR). A l'inverse, les exportations françaises à destination de la Côte d'Ivoire (+1,4 % à 642,6 M EUR), du Bénin (+23,8 % à 129,9 M EUR) et du Togo (+12,8 % à 117,8 M EUR) ont progressé au 1^{er} semestre 2025 par rapport à celui de 2024.

Les principaux produits exportés par la France vers l'UEMOA demeurent les *produits des industries agro-alimentaires* (20% du total) suivi par les *produits pharmaceutiques* (14,7 %).

La Côte d'Ivoire demeure le 1^{er} client de la France au sein de la zone, destinataire de 37,8 % des ventes à destination de l'UEMOA.

A l'inverse, les importations françaises ont fortement augmenté pour s'établir à 1470 M EUR (+60,4 %)

Les importations françaises en provenance de l'UEMOA ont fortement augmenté au 1^{er} semestre 2025 pour atteindre 1470 M EUR, soit une hausse de 60,4 %. Cette progression reflète essentiellement la hausse des prix du cacao. Les achats français en provenance de la Côte d'Ivoire ont ainsi augmenté de 109,1 % pour atteindre 1 250,9 M EUR. Elles ont également progressé en provenance du Bénin (+102,6 % à 16,4 M EUR), du Sénégal (+20,1 % à 57,4 M EUR), du Togo (+46 % à 19,2 M EUR lié à la hausse des achats de fèves de soja), du Burkina Faso (+5,7 % à 9,6 M EUR) et de la Guinée Bissau (+14,8 % à 9,7 M EUR). A l'inverse, les importations françaises en provenance du Mali (-52,3 % à 4,8 M EUR) et du Niger (-51,5 % à 111,6 M EUR) ont reculé au 1^{er} semestre 2025 par rapport à celui de 2024, qui avait vu des importations de pétrole brut significatives.

Les produits des industries agro-alimentaires (50 % du total) restent le 1^{er} poste d'importation français en provenance de l'UEMOA, suivi par les produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (38 %). On observe également une hausse des achats dans les catégories Industrie manufacturière (+67,4 %) et Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et



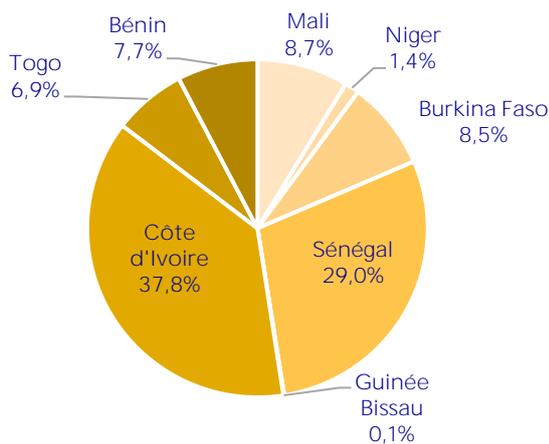
informatique (+74,6 %). Les Textiles, habillement, cuir et chaussures (+142,6 % à 5,4 M EUR, principalement depuis la zone industrielle de Glo-Djigbé – GDIZ - au Bénin), ont également progressé significativement au cours du 1er semestre 2025, le Bénin étant désormais, sur le premier semestre, exportateur net sur cette catégorie de nos échanges bilatéraux.

En raison de la hausse des cours du cacao, la Côte d'Ivoire demeure et de loin le principal fournisseur de la France en UEMOA, à l'origine de 85 % des achats en provenance de la zone.

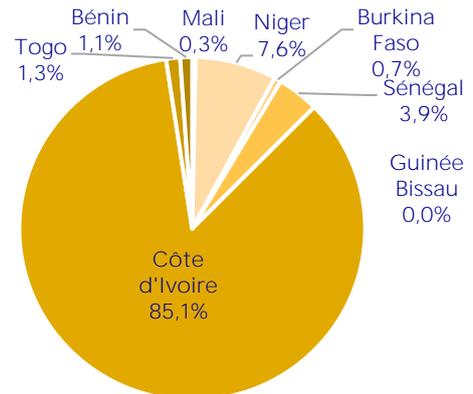
En conséquence, l'excédent de la balance commerciale a fortement diminué (-551, 6 M EUR) ce 1er semestre 2025 pour s'établir à 227,9 M EUR (-70,8 %)

Le solde commercial de la France **avec l'UEMOA demeure excédentaire, mais s'est fortement contracté**, passant de 779,5 M EUR au 1er semestre 2024 à 227,9 M EUR au 1er semestre 2025, soit une baisse de 70,8 %. Cette tendance, amorcée en 2024, se prolonge cette année, principalement en raison de la hausse des prix du cacao, **mais également d'une part croissante de transformation en Côte d'Ivoire.**

Répartition des exportations françaises vers l'UEMOA



Répartition des importations françaises depuis l'UEMOA



Régional

Lancement prochain de la plateforme interopérable du système de paiement instantané de l'UEMOA

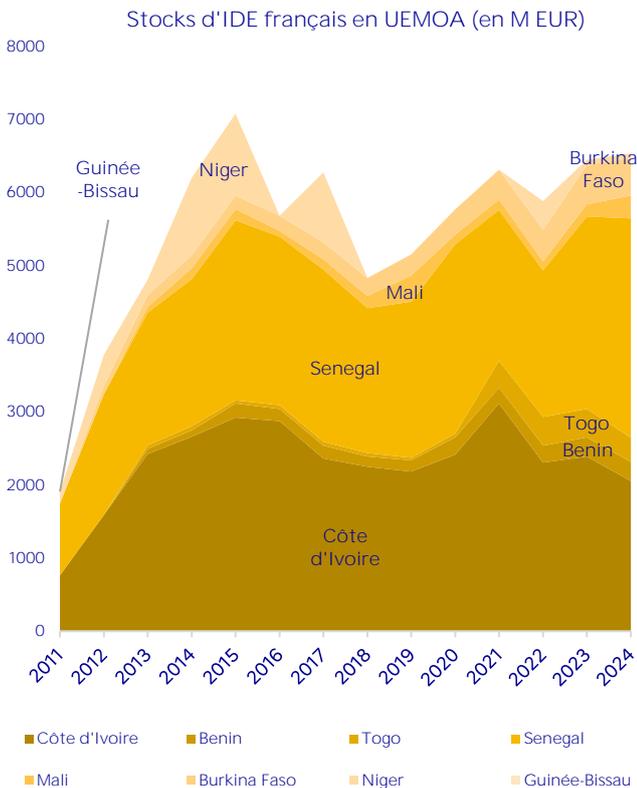
La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [a annoncé](#) le 1^{er} août 2025 le lancement prochain de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI), précisément à la date du 30 septembre prochain. Pour rappel, ce système sera opérationnel en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et capable de traiter de façon

instantanée des transactions, telles que des transferts de fonds et des paiements, indépendamment du type de compte utilisé (bancaire, monnaie électronique ou mobile, microfinance...). Cette phase de lancement verra la participation de 86 établissements (70 banques, 10 institutions de microfinance et 6 émetteurs de monnaie électronique) de l'UEMOA qui pour l'heure satisfont aux exigences techniques et de sécurité.



6,5 Mds EUR d'IDE français en UEMOA en 2024

D'après les récentes [données](#) de la Banque de France, le stock d'IDE français vers les pays de l'UEMOA s'élevait à 6 544 M EUR en 2024, en hausse de 95 M EUR par rapport à 2023 (+1,5 %). Le Sénégal et la Côte d'Ivoire concentrent à eux deux 77 % de ce stock, avec respectivement 3 003 M EUR et 2 053 M EUR. En termes de flux, ils ressortent négatifs pour le Sénégal (-17 M EUR) et la Côte d'Ivoire (-303 M EUR), tandis qu'ils atteignent 139 M EUR au Mali.



UEMOA : bonne évolution de l'activité économique en juin 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont évolué à la hausse en juin dernier. L'indice de la production industrielle a progressé de 12,1 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services

financiers de 15 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 5,8 % et 9 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,3 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100), traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture. Il est en très légère hausse (+0,1 point en g.a.), reflétant notamment les hausses en g.a des scores du Sénégal (+1,1), de la Côte d'Ivoire (+0,5) et du Niger (+0,4), atténuées principalement par le repli des scores du Burkina Faso (-1,1), du Mali (-0,9) et du Bénin (-0,5). Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA s'est inscrit en zone négative en juin 2025, à -0,2 %. Cette déflation est portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, de la communication et de l'enseignement.

Bénin

Dettes publiques en baisse à fin juin 2025

D'après le bulletin statistique de la dette publique [publié](#) en juillet dernier par la Caisse autonome de gestion de la dette (CAGD), la dette de l'administration centrale s'établit, au 30 juin 2025, à 7 303,2 Mds FCFA (11,1 Mds EUR), soit 51,5 % du PIB (projeté). Ce ratio reste en dessous du seuil de 70 % fixé par l'UEMOA et en baisse par rapport à son niveau (52,1 % du PIB) à la même période en 2024. La dette extérieure représente 76,2 % de l'encours total, majoritairement détenue par des institutions multilatérales (50,1 %). La dette intérieure, quant à elle, est principalement constituée par les titres publics (82,5 %). Le service de la dette à mi-année représente 569,1 Mds FCFA (867,6 M EUR). Selon le bulletin, le risque de change demeure contenu, l'euro (qui a une parité fixe avec le Franc CFA) étant la principale devise



d'endettement (58,2 % de la dette totale), devant le Franc CFA (23,8 %) et le dollar (10,2 %).

Burkina Faso

6 M EUR de la BAfD pour un projet solaire à Dédougou

Le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA), géré par la Banque africaine de développement (BAfD), [a engagé](#) 6 M EUR pour le développement d'une centrale solaire de 18 MW à Dédougou, dans l'Ouest du Burkina Faso, dans le cadre de l'initiative Desert to Power. La centrale sera gérée par le producteur indépendant Qair et fonctionnera dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans avec la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL). Le projet vise à accroître les capacités de production d'énergie solaire du pays, diversifier le mix énergétique national, réduire les coûts de l'électricité et améliorer l'accès à une énergie fiable pour les populations locales.

La SOFITEX se lance dans la culture de coton

Le 24 août 2025, la Société burkinabè des fibres textiles (Sofitex), acteur historique de la transformation du coton, [a annoncé](#) l'acquisition d'un domaine d'environ 1000 hectares dans la vallée de Samandéni, à l'Ouest du Burkina Faso, pour se lancer directement dans la culture du coton. Traditionnellement, la Sofitex et les autres grandes sociétés cotonnières (Socoma, Fasocoton) n'assuraient que l'appui technique, la fourniture d'intrants, l'achat et la valorisation du coton produit par les groupements de petits exploitants. Cette nouvelle orientation viserait à sécuriser une partie des approvisionnements en fibre et à soutenir la relance de la filière. Pour rappel, la production nationale a chuté à 292 660 tonnes de coton graine en 2024/2025, en baisse de 24 % par rapport à la campagne précédente. Le gouvernement ambitionne de porter la

production à 550 000 tonnes pour la campagne 2025/2026, avec une augmentation de 55 % des superficies cultivées.

Côte d'Ivoire

La balance commerciale enregistre un excédent de 2,2 Mds EUR au 1^{er} trimestre 2025

D'après une [communication](#) adopté en Conseil des ministres le 30 juillet 2025, la situation économique et financière de l'économie ivoirienne a connu une évolution favorable au premier trimestre de l'année. La balance commerciale a ainsi enregistré un excédent commercial de 1 462 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) contre un excédent de 423 Mds FCFA (640 M EUR) à la même période en 2024, à la faveur de la hausse des cours internationaux du cacao, du café robusta et de l'huile de palme. L'activité économique dans le secteur tertiaire a progressé, favorisée par une hausse de 18,2 % du trafic maritime ainsi que par une augmentation de 10 % du chiffre d'affaires global du commerce. Dans le secteur secondaire, la production industrielle a augmenté de 3,7 %, tirée par les industries extractives et manufacturières. Dans le secteur primaire, la filière café-cacao a été pénalisée par des conditions climatiques défavorables tandis que la filière anacarde se redresse.

Une garantie de 66 M USD de l'US EXIM Bank pour la construction d'un centre de données

Le 21 août 2025, l'Export-Import Bank des Etats-Unis (US EXIM Bank) [a annoncé](#) l'octroi d'une garantie de 66 M USD, visant à soutenir la construction d'un centre de données national (data center) dont les équipements seront fournis par l'entreprise américaine Cybastion Institute of Technology. Il s'agit du premier projet de centre de données national bénéficiant d'un soutien de l'US EXIM Bank en



Afrique Sub-Saharienne et qui s'inscrit dans le cadre du China and Transformationnel Exports Program (CTEP). Ce programme vise à soutenir les exportations américaines faisant face à la concurrence chinoise dans dix domaines d'exportation transformationnels.

Guinée

Nationalisation de la mine de bauxite de GAC

Le 4 août 2025, le Président de la transition [a signé](#) un décret retirant le permis minier de Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA), en raison du "non-respect" des obligations du Code minier, portant notamment sur la construction d'une raffinerie locale. La concession de 690 km², située à Boké, est désormais attribuée à Nimba Mining Company, une société 100 % étatique sous tutelle des ministères chargés des Mines et des Finances. L'État reprendrait ainsi le contrôle de la mine et des [stocks de bauxite](#) bloqués depuis octobre 2024, estimés à 2 M tonnes. EGA dénonce une prise de contrôle illégale et envisage de saisir les tribunaux internationaux pour [demander réparation](#). L'entreprise a par la suite annoncé [la fin de toutes ses activités en Guinée](#) le 22 août dernier.

Création de la Guित्रam pour mieux contrôler le transport de la bauxite

Face à l'essor de ses exportations de bauxite, la Guinée [a créé](#) la Guinéenne des transports maritimes (Guित्रam) pour assurer le transport maritime d'au moins la moitié de ses volumes exportés sous pavillon national. L'objectif est de mieux exploiter ce droit prévu par le Code minier et d'augmenter les revenus liés au transport, estimés entre 15 et 25 USD par tonne. Parallèlement, l'État lance le GBX, un index bauxite guinéenne, afin de standardiser le produit et de mieux contrôler son prix. Avec un prix variant entre 35 et 80 USD la tonne et des

exportations ayant quadruplé en cinq ans, la Guinée cherche à optimiser ses revenus dans un contexte de forte demande mondiale.

Guinée-Bissau

Lancement de la mission d'élaboration de la première politique nationale énergétique

Le 23 juillet 2025, le ministère de l'Énergie de la Guinée-Bissau, avec l'appui du Projet Régional d'Accès à l'Électricité hors Réseau (ROGEAP) de la CEDEAO, [a lancé](#) la mission d'élaboration de la première Politique Nationale Énergétique du pays. Dans le cadre de cette initiative, deux experts internationaux vont réviser la politique énergétique existante, évaluer le secteur de l'énergie et proposer une nouvelle politique alignée sur les priorités gouvernementales, les engagements régionaux et internationaux, notamment les ODD et l'Accord de Paris. La politique couvrira les secteurs des combustibles, des produits pétroliers et gaziers, ainsi que la production, le transport, la distribution et l'accès à l'énergie, sur réseau et hors réseau, tout en promouvant les technologies à faible émission de carbone. Le projet ROGEAP est financé par la Banque mondiale, le Fonds pour les technologies propres et la Direction générale de la coopération internationale du gouvernement des Pays-Bas.

La dette publique se situe à 75,7 % du PIB au 1^{er} semestre 2025

Selon un [bulletin](#) publié par le ministère des Finances, la dette publique totale s'établit à 1136,1 Mds FCFA (1,7 Md EUR) au terme du 1^{er} semestre 2025, soit 75,7 % du PIB (contre 80 % au 1^{er} semestre 2024). Elle est libellée à 68,1 % en FCFA, 19,9 % en DTS, 6,7% en USD et 2,7 % en EUR. La dette extérieure représente 38,2 % du total et se compose majoritairement de créances envers les institutions multilatérales (83,9 % de la dette extérieure), notamment la



Banque mondiale (29,7 %) et la Banque Ouest Africaine de Développement (31 %). L'Angola, qui détient 6,3 % de la dette extérieure, constitue le principal créancier bilatéral de la Guinée-Bissau. La dette intérieure est principalement constituée par les titres publics émis sur le marché financier régional de l'UEMOA (72% de la dette intérieure).

Libéria

Après Ivanhoe, Nimba Development vise le corridor Yekepa-Buchanan

Le Libéria [franchit](#) une nouvelle étape de l'ouverture du corridor ferroviaire Yekepa-Buchanan. Après l'accord de 1,8 Md USD signé en juillet 2025 avec la société minière américaine Ivanhoe Atlantic, les autorités libériennes sont en discussion avec Nimba Development Company (NDC), société basée en Guinée, pour permettre à cette dernière d'accéder aux infrastructures ferroviaires et portuaires du pays et ainsi pouvoir exporter jusqu'à 10 M de tonnes de minerai de fer par an. L'accord Ivanhoe inscrit le pays dans une politique ferroviaire "multi-utilisateurs", soutenue par les États-Unis au nom de la sécurité de ses approvisionnements en minerais critiques.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 17,25 %

Le 16 juillet 2025, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria [a décidé](#) de maintenir le taux directeur à 17,25 %, ainsi que les ratios de réserves obligatoires à 25 % pour le dollar libérien et 10 % pour le dollar américain. Cette décision intervient dans un contexte de modération de l'inflation domestique à 11,1 % en g.a au 2^e trimestre 2025, contre 12,5 % au trimestre précédent. Selon les projections, il devrait se situer autour de 10,3 % au 3^e trimestre 2025. L'économie libérienne a progressé de 4,3 % au 2^e trimestre, proche de l'objectif de 5,6 % pour

l'ensemble de l'année 2025. Le Comité a également relevé que le déficit commercial s'est creusé de 35,9 % pour atteindre 3,8 % du PIB, en raison de la hausse des importations (+23,4 %) malgré l'augmentation des exportations (+19,2 %). Les réserves internationales brutes ont progressé de 2 %, mais la couverture des importations est tombée à 2,1 mois. Le secteur bancaire est resté stable, malgré des créances non performantes élevées.

Mali

Conclusion des consultations au titre de l'Article IV par le FMI

Le 30 juillet 2025, le Conseil d'administration du FMI [a conclu](#) les consultations de l'Article IV avec le Mali. Malgré des chocs multiples – baisse de l'aide au développement, inondations, insécurité alimentaire, coupures d'électricité et fermeture de sa plus grande mine d'or – l'économie malienne montre une certaine résilience selon le Fonds. La croissance serait attendue à 5 % en 2025, soutenue par l'agriculture, les services et le lancement de l'extraction de lithium, avant un rebond prévu à 5,4 % en 2026 si l'activité minière reprend. Le déficit budgétaire devrait s'accroître à 3,4 % du PIB, sous l'effet des dépenses liées aux inondations. Le FMI recommande aux autorités maliennes de converger vers le plafond de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA, à renforcer la mobilisation des recettes fiscales et à améliorer l'efficacité des dépenses tout en protégeant les plus vulnérables. L'institution insiste également sur la nécessité de réformes structurelles dans les domaines de la gouvernance, du climat des affaires et de la gestion des entreprises publiques.

Adoption d'une loi de Finances rectificative pour le budget 2025

Le 6 août 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de loi modifiant la loi de Finances 2025. Ce texte intègre de nouvelles



mesures sur les recettes, les dépenses et des ressources de trésorerie. Les recettes rectifiées atteignent 2 739,7 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), en hausse de 90,8 Mds (+3,4%) grâce notamment au Programme Moderne de Contrôles des Importations, aux recettes exceptionnelles des opérateurs télécoms et au Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social. Les dépenses passent à 3 279,9 Mds FCFA (5 Mds EUR), en progression de 50 Mds (+1,6%), pour renforcer la sécurisation du territoire et financer de nouveaux projets structurants. Le déficit budgétaire prévisionnel est ramené à 540,2 Mds FCFA (820 M EUR) contre 581 Mds (890 M EUR) prévus initialement.

Niger

Nationalisation de la Société des mines du Liptako

Le 8 août 2025, le Niger [a annoncé](#) la nationalisation de la Société des mines du Liptako (SML SA), unique mine d'or industrielle du pays, jusque-là contrôlée par l'australien McKinell Resources. Niamey reproche au groupe de "graves manquements", notamment le non-respect d'un plan d'investissement de 10 M USD, une accumulation d'arriérés fiscaux et salariaux, ainsi qu'un endettement jugé alarmant. Les autorités affirment agir pour "sauver une entreprise hautement stratégique" et replacer les ressources naturelles sous contrôle national. La SML, située dans la région de Tillabéri, n'a produit que 177 kg d'or en 2023, contre 2,2 tonnes issues de l'orpaillage artisanal. McKinell avait pris le contrôle de la société en 2019, après le rachat de 80 % des parts détenues par la Société du patrimoine des mines du Niger (Sopamin).

Sénégal

Présentation du Plan de redressement de l'économie

En réponse à la forte dégradation des finances publiques mise en lumière par les différents audits réalisés depuis septembre 2024, le Premier ministre a présenté, le 1er août dernier, [le Plan de redressement économique et social \(PRES\)](#). Ce plan vise à dégager de nouvelles marges de manœuvre budgétaire, sans recourir l'endettement extérieur, afin de renforcer la souveraineté budgétaire du pays. Il prévoit, entre autres, des mesures de réduction du train de vie de l'Etat et la mobilisation de nouvelles ressources domestiques. Ainsi, le Sénégal ambitionne de mobiliser plus de 5 000 Mds FCFA (7,6 Mds EUR) sur la période 2025 – 2028, dont une grande partie est liée à la réduction des niches fiscales, une augmentation de la fiscalité (taxes foncières, accises, droit d'exportation de la filière arachides) et le recyclage d'actifs.

Le pays à l'honneur lors de la Rencontre des Entrepreneurs de France du MEDEF

Le Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye [a assisté](#) à la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF) organisé le 27 août 2025 par le Mouvement des entreprises de France (Medef). Accompagné d'une délégation de ministres, le Président a indiqué son ambition de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale avec la France, [en mobilisant le secteur privé comme moteur](#) autour des secteurs de l'énergie, du numérique, de l'agro-industrie et des infrastructures.

Promotion du Forum Invest In Sénégal

L'Agence sénégalaise de promotion des investissements et des grands travaux (APIX) accélère la [communication](#) autour de son



forum d'investissement qui se tiendra [les 7 et 8 octobre 2025 à Dakar](#). Cet événement vise à attirer les investissements étrangers en faisant la promotion des atouts du Sénégal (stabilité politique, positionnement géographique, ressources naturelles ...) et en présentant les réformes liées au climat des affaires. Ce forum s'inscrit dans la lignée des ambitions du plan Sénégal Vision 2050 et dans la volonté de l'Etat sénégalais de s'appuyer sur le secteur privé pour développer l'économie du pays.

Sierra Leone

La Banque centrale baisse son taux directeur à 21,75 %

Le 28 juillet 2025, la Banque de Sierra Leone [a décidé](#) de réduire son taux directeur de 200 points de base à 21,75 % suivant la recommandation de son Comité de politique monétaire (MPC). Cette décision reflète l'assouplissement des pressions inflationnistes et l'amélioration du cadre macroéconomique. L'inflation annuelle est revenue à 7,1 % en juin 2025 contre 7,6 % en mai. Le taux des bons du Trésor à 364 jours a chuté de 20,4 % en juin à 15,2 % en juillet. La croissance du PIB réel est projetée à 4,5 % en 2025, après 4,4 % en 2024, bien qu'un ralentissement de l'activité ait été observé au deuxième trimestre 2025. La Banque estime que cette orientation favorisera l'investissement sans compromettre la stabilité des prix.

Inflation en baisse à 7,1 % en g.a en juin 2025

Selon *Statistics Sierra Leone*, l'inflation en Sierra Leone pour le mois de juin 2025 [s'est établie](#) à 7,1 % en glissement annuel (g.a), indiquant une baisse de 0,45 point de pourcentage par rapport mai 2025. Cette évolution s'explique principalement par les contributions des postes "Aliments et boissons non alcoolisées" (+4,6 % en g.a), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+2,72 % en g.a) et

"Transport" (+1,22 % en g.a). Toutefois, les secteurs de l'éducation (+35 % en g.a) et des "Restaurants et hôtels" (+18,8 % en g.a), enregistrent des hausses de prix particulièrement marquées.

Togo

Le projet PERECUT rentre dans sa phase opérationnelle

Le Projet d'extension des réseaux électriques des centres urbains (PERECUT), qui a pour but d'améliorer l'accès à l'électricité, [est désormais opérationnel](#) dans la région Centrale. En effet, 8 localités situées dans les préfectures de Blitta, Sotouboua, Tchamba, Tchaoudjo et Mô bénéficieront de 290 km de réseau basse tension, 21 km de moyenne tension et 36 postes transformateurs. Ce déploiement prévoit également la reprise des abonnés existants, l'installation de compteurs à prépaiement, le raccordement de nouveaux clients et le renforcement de l'éclairage public. Financé par l'AFD, la KfW et l'Union Européenne, le projet vise à couvrir 53 localités sur l'ensemble du territoire national. A terme, l'objectif est de généraliser l'accès à une électricité fiable et de qualité, notamment dans les zones périurbaines encore mal desservies en vue d'atteindre, à l'horizon 2030, [une couverture](#) universelle en électricité.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

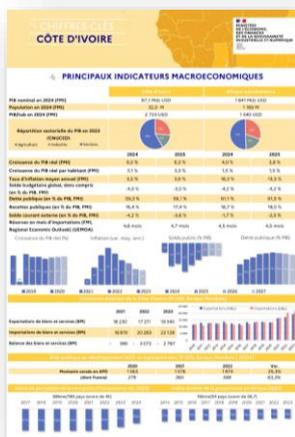
Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



[Édition du BEAO de juillet 2025](#)

[Édition du BEAO d'avril 2025](#)

Chiffres clés



[Bénin](#)

[Burkina Faso](#)

[Cap-Vert](#)

[Côte d'Ivoire](#)

[Gambie](#)

[Guinée](#)

[Guinée-Bissau](#)

[Libéria](#)

[Mali](#)

[Mauritanie](#)

[Niger](#)

[Sénégal](#)

[Sierra Leone](#)

[Togo](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)